



Au Maroc, les oasis toujours plus menacées par l'avancée du désert

Au Maroc, les oasis toujours plus menacées par l'avancée du désert Vue générale d'une palmeraie souffrant de l'avancée du désert près de l'oasis d'Erfoud au nord d'Er-Rissani dans le désert du Sahara le 27 octobre 2016 "Celui qui reste vivre ici est condamné à la pauvreté"; soupire Abdelrahman. Dans le sud-est du Maroc, la périphérie d'Er-Rissani illustre l'assèchement dramatique des oasis, menacées de disparaître avec le réchauffement climatique. Depuis les années 1980, le sable ne cesse d'avancer sur la ville, dont les abords offrent un spectacle de désolation: à perte de vue, des centaines de palmiers pourrissent sur une terre ocre craquelée. Pour Abdelrahman Ahmidani, 37 ans, qui a grandi ici et travaille comme fonctionnaire à la ville, "la région était connue pour son agriculture, sa principale activité". Avec la fin du XXe siècle sont arrivées les longues périodes de sécheresse et le départ des paysans, dont les maisons en pisé finissent de se dissoudre dans les vents de poussière. Un homme marche vers des palmiers desséchés dans l'oasis de Tafilalet près de l'oasis d'Erfoud au nord d'Er-Rissani dans le désert du Sahara le 27 octobre 2016 AFP/FADEL SENNA L'agriculture est devenue marginale. "Dans mon enfance, cette oasis était verte et prospère. En une génération, elle est devenue presque aride et stérile"; déplore Abdelrahman. "Les oasis font partie des richesses naturelles du Maroc (...). Aujourd'hui, ces îlots de verdure perdus dans le désert sont confrontés aux impacts des changements climatiques"; s'alarme la Conférence mondiale sur le climat COP22,



qui s'ouvre lundi à Marrakech. Pendant des siècles, elles ont formé un inexpugnable bouclier contre la désertification. Mais elles souffrent désormais de la sécheresse et d'une forte baisse de la nappe phréatique -conséquence de sa surexploitation et de la mauvaise gestion des eaux de surface- et de l'urbanisation croissante. Des palmiers desséchés dans l'oasis de Tafilalet près d'Erfoud dans le désert du Sahara le 27 octobre 2016 AFP/FADEL SENNA A la COP22, le Maroc, qui a perdu deux tiers de ses oasis en un siècle, présentera un plan d'action pour la sauvegarde sur la planète de ces écosystèmes, dont une nouvelle proposition baptisée «l'Oasis durable». Rabat s'est saisi du problème depuis plusieurs années avec notamment le plan «Maroc vert», lancé en 2008 pour restructurer son agriculture. - Des dattiers pour stopper le désert - «Les palmiers dattiers sont un mur naturel contre la désertification»: à une vingtaine de km au nord d'Er-Rissani, Hassan Sadok travaille depuis plus de 15 ans à la réhabilitation d'un terrain agricole de sept hectares. COP 22, l'urgence d'agir AFP/Simon MALFATTO, Sabrina BLANCHARD «Au début, tout le monde se moquait de moi», raconte cet hôtelier venu à l'agriculture faute de clients. «La terre était sèche, stérile, la culture y était très difficile». «Regardez là-bas», dit-il en montrant l'horizon, «les terres sont mortes». «Mais dans ma ferme, grâce à mes dattiers, les sols sont fertiles. J'ai une exploitation rentable, respectueuse de l'environnement». Sa méthode de production traditionnelle conjugue élevage de moutons pour le fumier, pompage de l'eau grâce à l'énergie solaire, gestion raisonnable de l'eau et refus d'utiliser les engrais. Un Marocain récolte des dattes dans l'oasis d'Erfoud au nord d'Er-Rissani dans le désert du Sahara le 27 octobre 2016 AFP/FADEL SENNA Comme une bénédiction au milieu des sables, l'eau claire s'écoule dans des rigoles à l'ombre de 1.800 dattiers. Aux alentours, des clôtures de roseaux tressés tentent d'endiguer l'avancée du désert. «Grâce à ces méthodes à l'ancienne, les oasis résistent mieux à la sécheresse», résume Ali Oubarhou, un responsable de l'Agence nationale de développement des zones oasiennes et de l'arganier (ANDZOA), au ministère de l'Agriculture. Un Marocain travaille dans l'oasis de Tafilalet près d'Erfoud (sud-est du Maroc) dans le désert du Sahara le 27 octobre 2016 AFP/FADEL SENNA Avec «Maroc vert», a été mis en oeuvre un ambitieux programme de reconstitution des palmeraies, explique M. Oubarhou. Après avoir chuté de 15 à 4,8 millions, le nombre de palmiers dattiers est remonté à 6,6 millions, avec un objectif de 8 millions en 2020. Revenus, emplois... Les palmiers sont l'épine dorsale de l'économie de la région. «Pour nous, il s'agit de créer de la richesse pour en faire des zones attractives pour les populations, tout en préservant le patrimoine grâce à l'utilisation rationnelle des ressources et la sauvegarde de la biodiversité». «Mais il faut être réaliste»: l'action locale ne suffit pas, reconnaît le haut fonctionnaire. «Il faut une coopération internationale pour sauver les oasis, et nous espérons beaucoup de la COP22». Source web par: capital